

Ils seront des milliers à marquer la Journée internationale contre l'abus de drogue, ce 26 juin, de manière particulière : en réclamant des lois moins répressives pour les consommateurs. Depuis trois ans, la campagne internationale «Support Don't Punish» vise à porter la réflexion sur la décriminalisation. Cette année, elle touchera 141 villes du monde. DISMOIS s'associe à cette initiative. Nathalie Rose, chargée de plaider chez Pils, nous en parle.

## Campagne contre l'abus de drogues

# Support Don't Punish : Réprimer moins, réhabiliter plus

> Que veut dire «Support Don't Punish» ?

Cette campagne vise à remettre en question la façon dont nous abordons le combat contre l'abus de drogues. Nos lois sur les drogues ont été écrites et appliquées dans une logique de répression: plus on sanctionne, moins il y aura de drogue en circulation. Suivant cette logique, l'Etat a investi, depuis plusieurs décennies dans une lutte 'totale', sans merci contre les drogues. Les chiffres au niveau mondial indiquent que des budgets énormes ont été investis par divers pays, mais aucun pays n'a jamais réussi à atteindre l'objectif d'un pays sans drogue.

Lorsqu'on essaie d'éradiquer la drogue, ce sont les consommateurs que l'on cible et qui se retrouvent en prison. Pendant ce temps-là, de gros trafiquants de drogue demeurent intouchables à cause de protections dont ils bénéficient. Le résultat est que la drogue continue à entrer dans les pays.

> Mais si on arrête les consommateurs de drogues, il n'y aura personne pour en acheter. Le problème sera donc réglé, non ?

Arrêter un consommateur et le mettre en prison aura un effet nul, ou minime, sur le gros trafic. Si cela marchait, il y a longtemps qu'un pays au moins aurait réussi à l'éradiquer. Il ne faut pas oublier que les gens se cachent pour consommer les drogues illégales (voir l'article sur la prolifération des drogues de synthèse à Maurice, dans l'édition du Défi Quotidien du 24 juin), et il est impossible de les repérer tous et de les arrêter. De plus, lorsque les consommateurs sont emprisonnés, ils sont exposés à des maladies comme le VIH/Sida et l'hépatite C.

> En plus des conséquences sur la santé, quels sont les autres impacts négatifs sur les consommateurs de drogue quand ils sont emprisonnés ?

Lorsqu'ils sortent de prison, les consommateurs ont des difficultés à se réinsérer socialement et professionnellement, en raison de leur Certificate of Character (autrefois Certificat de Moralité). Ce certificat ne peut être obtenu si quelqu'un a été arrêté pour un délit relié à la



drogue, quel qu'il soit, et ce pour toute la vie. Les employeurs réclament souvent ce document à un demandeur d'emploi avant de l'embaucher. C'est pourquoi cette campagne suggère moins de répression et d'emprisonnement pour les utilisateurs de drogue. Elle souhaite remplacer cette approche répressive par des services de santé publique afin de protéger les consommateurs, leurs proches, leurs quartiers et leur famille des complications de santé et des problèmes sociaux. Une Ile Maurice sans drogue est un objectif noble, mais dans la pratique, cela est irréalisable. Entre-temps, ce sont les personnes vulnérables qui paient les conséquences de cette idéologie dépassée.

> Devons-nous donc encourager la consommation de drogues ?

Pas du tout ! Cette campagne n'encourage pas la consommation de drogues, mais remet en question les lois sur les drogues, car ces lois n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs, au détriment de personnes potentiellement vulnérables. La consommation de drogues peut être dangereuse, voire mortelle. Cependant, emprisonner les gens pour simple possession ou consommation rend les choses encore plus dangereuses pour l'individu, et c'est cela que «Support Don't Punish» veut faire ressortir.

> Qu'est-ce que la décriminalisation des drogues ? Cela veut-il dire que toutes les drogues seront légales ?

Non, pas du tout. La décriminalisation des drogues veut dire que la consommation n'est pas considérée comme un crime. Et que les gens ne sont pas envoyés en prison pour simple consommation ou possession d'une quantité limitée de drogue. Certains pays, dans leur modèle de décriminalisation, autorisent des quantités spécifiques et limitées pour chaque drogue. C'est le cas en Espagne, en République tchèque, au Mexique, au Pérou, entre autres. Cela veut dire que le gouvernement ne cautionne pas la consommation de drogues, mais décide de ne pas envoyer en prison de simples consommateurs, car cela coûte

cher à l'État, et ne fait pas baisser les chiffres de la consommation.

Ces pays suivent ce modèle, car cela permet surtout de réduire les complications de santé et les difficultés sociales des consommateurs. Cela peut parfois se faire, dépendant du pays, par une simple lettre ou directive des hautes instances de la police ou du gouvernement, demandant de limiter la répression sur les simples consommateurs, comme c'est le cas aux Pays-Bas.

> La consommation de drogues ne risque-t-elle pas d'augmenter ?

On pourrait le penser. Toutefois, les pays qui ont modifié leurs lois sur les drogues n'ont pas observé d'augmentation au niveau de la consommation. C'est le cas pour le Portugal. Tous ces exemples ont été dans un rapport d'un organisme britannique qui s'appelle Release, publié et disponible sur internet ([www.release.org.uk](http://www.release.org.uk)), intitulé «Decriminalisation: A Quiet Revolution». Cette publication prouve, chiffres à l'appui, que les lois moins répressives n'encouragent pas la consommation de drogues. Même s'il est normal de penser que la consommation pourrait augmenter, la réalité est tout autre. Ainsi, pour mettre en place des politiques publiques, on ne peut se fier à ce que l'on pense, mais aux faits, documentés et disponibles, car ce qui est en péril, c'est bien la santé ou la vie des gens.

> Ne serait-il pas plus simple que les gens arrêtent de consommer des drogues ?

Ce serait certainement plus simple ! Cependant, il ne faut pas oublier que les drogues sont très répandues, et consommées dans quasiment toutes les familles. Nous parlons là de cigarette, d'alcool et même de médicaments, mais nul ne songerait à emprisonner un consommateur pour avoir bu une bière. Beaucoup de personnes choisissent de consommer des drogues légales ou illégales, car cela leur permet de se relaxer, de passer du bon temps avec leurs proches, ou pour d'autres raisons. Dans certains cas, et pour certaines drogues, ces personnes deviennent dépendantes. Les drogues existent depuis la nuit des temps, et l'humanité en a toujours consommé, notamment lors de rites religieux. Ce ne sont visiblement pas des lois qui feront que les gens n'en consommeront plus. Si demain il n'y avait ni cigarette, ni alcool sur le marché, certaines personnes auraient du mal à s'en sortir. Ces produits feraient aussitôt leur apparition sur le marché noir : souvenez-vous de la période de la Prohibition (interdiction de l'alcool) aux États-Unis dans les années 30, qui a représenté l'âge d'or de la mafia avec tout le trafic que cela a généré. Certes, il serait plus simple que l'on cesse tous de consommer des drogues, mais ce n'est pas du tout réaliste.

> Quelle serait donc la situation idéale ?

Il n'y a pas de situation idéale. Toutefois, on ne peut aujourd'hui remplir nos prisons de gens pour simple consommation, alors que la drogue circule encore et toujours. Il ne s'agit pas de créer un monde idéal sans drogue, mais de diminuer les risques, de « limiter la casse ». Si les consommateurs sont non problématiques et non violents,



Kestion ki nou bizin poz nou se  
"eski ban lajwa represif lor  
konsomasyon la drog pe ed dirinjye  
trafik dan Moris?" Li kler ki non! Fas  
a enn tel konsta leta bizin reazij  
Nilen Vencadamy President PILS

## Les organisations qui se sont jointes à CUT

PILS, Kinouété, La Chrysalide, AILES, le Collectif-Arc-en-Ciel, Vivre+, Leadership and Empowerment for Action and Development (LEAD), Le Groupe A de Cassis, le Centre Idrice Goomany, DISMOI, Bring a Smile, Espoir Revivre Barkly (ERB), SIDATAK, entre autres, ont pris position en faveur de cette campagne. Certains de leurs responsables se sont fait prendre en photo avec un message de soutien personnalisé (photos). Ces associations iront à la rencontre du public afin de leur expliquer les raisons pour lesquelles elles soutiennent cette campagne.

ils ne devraient pas être envoyés en prison. Cette mesure ne fera pas baisser le taux de consommation de drogues. Il existe aussi des consommateurs problématiques : l'utilisation de drogues affecte leur vie sociale, professionnelle, familiale, économique et leur santé. Pour ces utilisateurs problématiques, on devrait plutôt proposer des services de santé et un accompagnement social pour leur donner les moyens d'aspirer à une qualité de vie digne. C'est la logique de «Support Don't Punish».

> Et où sera organisé «Support Don't Punish» ?

Cette campagne est organisée en deux volets. La première s'organise partout ! N'importe qui ayant un compte Facebook peut aller sur la page Support Don't Punish, Maurice, le logo peut être téléchargé (downloaded). Toute personne sou-



Dapre Nations Unies, 60% bann konsomasyon la drog, zed kon-vales ek murgrebetatik. Inn ariv lor ki Maurice aret met tou bann konsomator laing dan priison, parski problem la drog bizin traier kouma enn problem de sante ek sosyal avont fas.  
Adarshini Ghurbhurrin, Vice-Présidente, LEAD.



La drogue c'est avant tout, une question de santé publique. Mieux vaut soigner les gens dépendant des drogues que de les emprisonner - Percy  
Yip Fong Directeur artistique & Militant Social  
Soutenir. Pa Pinir.

haitant soutenir cette cause peut se faire prendre en photo avec le logo, et le partager sur sa page Facebook. Le logo peut aussi se partager sur les réseaux sociaux. L'événement principal, le deuxième volet de cette campagne, est organisé aujourd'hui, vendredi 26 juin sur la place Cardinal Margéot (près de la gare de Rose-Hill). Retrouvez de 15 à 18 heures, ZanzakArjoon, Ras Minik, Eric Triton, Richard Beaugendre, et d'autres artistes engagés, qui feront le déplacement pour soutenir cette cause.

De 13 à 15 heures, certaines ONG participant à cette campagne seront présentes. Les artistes et associations se feront donc un plaisir de soutenir cette cause, et espèrent avoir un soutien en masse du public pour dire Soutenir, Pa Pinir ! Rejoignez-nous!



« Arrêter un consommateur et le mettre en prison aura un effet nul sur le gros trafic. Et la drogue continuera à entrer dans le pays. »



DISMOI (Droits humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DISMOI, ARCADES RAMDOUR, 289 ROYAL ROAD, ROSE-HILL - TEL : 5 440 45 01 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

## DISCLAIMER

Les informations contenues dans cette page n'engagent que l'association DISMOI (Droits humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DISMOI.